

Les élites contre le peuple

Claude Vaillancourt

Numéro 787, novembre–décembre 2016

La trahison des élites — austérité, évasion fiscale et privatisation au Québec

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/83788ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (imprimé)

1929-3097 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Vaillancourt, C. (2016). Les élites contre le peuple. *Relations*, (787), 26–27.

LES ÉLITES CONTRE LE PEUPLE

Les liens puissants qui unissent la classe financière et la classe politique doivent être rompus pour que nos sociétés puissent refonder un contrat social qui s'inscrive dans une perspective démocratique de justice sociale.

Claude Vaillancourt

L'auteur, professeur de littérature et président d'Attac Québec, a publié entre autres *L'âge économique* (M éditeur, 2016)

Les plans d'austérité adoptés par différents gouvernements dans le monde, dont le gouvernement Couillard au Québec, étonnent par la dureté avec laquelle ils frappent les populations, sans parvenir à réaliser leur première prétention : relancer l'économie. Plusieurs se demandent alors pourquoi on les applique avec tant de zèle. Il en découle souvent un sentiment de trahison. Ces gouvernements, élus pour défendre l'intérêt de tous, dirigent surtout en fonction d'une élite à l'abri de ces mesures et qui profite d'immenses privilèges.

Cette trahison semble encore plus grande lorsque les élus ont des comportements en contradiction avec ce qu'ils prônent : promesses non tenues, virages injustifiés, défense servile des intérêts des élites. Parmi les exemples récents, mentionnons la ministre du Commerce international du gouvernement fédéral, Chrystia Freeland, qui a écrit un essai remarqué, *Plutocrats* (Doubleday Canada, 2012), dénonçant le pouvoir de l'argent, un pouvoir qu'elle renforce pourtant maintenant en faisant une défense passionnée du libre-échange, dont l'une des principales conséquences est d'accroître les inégalités.

Au Québec, les libéraux gouvernent aussi de façon bien différente de ce qu'ils ont annoncé pendant la dernière campagne électorale. Alors que Philippe Couillard dirigeait l'attention sur la « Charte des valeurs » et un éventuel référendum sur l'indépendance, il ne disait rien des mesures d'austérité qu'il se préparait à appliquer au nom du déficit zéro. Dès qu'il a été élu, il s'est appuyé sur un déficit prévu de 7,3 milliards – un chiffre manipulé et exagéré qu'a dénoncé notamment le journaliste de Radio-Canada Gérald Fillion¹ – afin de convaincre la population de la nécessité de compressions qui n'affecteraient pas, selon ses dires, les services directs à la population, alors que ceux-ci en ont été les premières cibles. Comment ne pas se sentir leurré ?

Rappels à l'ordre

Certes, il n'est pas nouveau que les individus au pouvoir agissent de façon si désinvolte et gouvernent en réalité pour satisfaire des intérêts très restreints. Dès la Renaissance, Machiavel avait exposé, dans *Le Prince*, comment le pouvoir devait se renforcer avec l'assentiment aveugle du peuple, par la ruse et la manipulation, pendant que La Boétie, dans son *Discours de la servitude volontaire*, se désolait de la tyrannie qui se maintenait par la soumission consentie des populations.

Dans *La trahison des clercs*, paru en 1927, le philosophe Julien Benda s'attaquait aux intellectuels qui soutiennent les pouvoirs autoritaires et leurs errements plutôt que de référer aux véritables racines de la démocratie. Dans la préface de l'édition de 1946, il dénonçait leurs compromissions : « les hommes dont la fonction est de défendre les valeurs éternelles et désintéressées, comme la justice et la raison, et que j'appelle les clercs, ont trahi cette fonction au profit d'intérêts pratiques ». Il leur reprochait de soutenir l'ordre à tout prix et, par le fait même, les extrémismes de droite.

Le grand mur

Aujourd'hui, le pouvoir politique est encore soutenu, dans ses écarts avec la démocratie, par des cohortes de clercs : des économistes qui ont chassé de leurs facultés celles et ceux qui n'adhèrent pas aux théories néoclassiques, des *think tanks* conservateurs qui rappellent avec insistance aux gouvernements leurs solutions toujours plus à droite, des chroniqueurs et éditorialistes de médias possédés par de grands conglomerats qui défendent l'orthodoxie néolibérale.

Toutefois, le problème de la trahison des clercs se pose différemment, la menace du fascisme et de l'intolérance, toujours latente, étant aujourd'hui nettement plus diffuse qu'à l'époque de Benda. Le type de pouvoir qui s'est installé depuis une trentaine d'années s'est consolidé avec fermeté, mais sans autoritarisme menaçant, se renforçant et se perpétuant en douceur, tout en faisant de très nombreuses victimes. Avec ou sans l'appui de clercs, la classe financière et la classe politique ont tissé des liens si étroits et si profonds que leurs intérêts communs sont devenus interreliés, au point où ils n'ont nul besoin de comploter pour prendre des décisions les favorisant naturellement. À leurs yeux, les résultats de leurs politiques n'ont par ailleurs même pas à être démontrés tant il irait de soi qu'elles sont les meilleures pour tous.

Ce front solidement soudé est souvent vu comme le principal obstacle pour celles et ceux qui luttent pour changer les choses et qui ont l'impression de se trouver devant un mur infranchissable. L'économiste François Morin a parlé du « mur de l'argent », érigé par les banques, et qui empêche le reste de



Alain Reno, *Touchdown*, 2016

l'humanité d'avancer, bloquée par cette impressionnante construction. Et Thomas Piketty l'a largement démontré dans *Le capital au XXI^e siècle* (Seuil, 2013) : ce n'est plus le travail qui enrichit, mais bien le capital des rentiers. Si l'argent reste cependant le moteur le plus évident de cette domination, cette dernière est aussi soutenue par des intérêts de classe.

Ce mur est d'ailleurs infranchissable dans les deux sens. La richesse se concentre de plus en plus dans le monde entre les mains de quelques-uns, comme l'a démontré le rapport d'Oxfam *Une économie au service des 1%* (2016), en même temps qu'avec l'accroissement de la population mondiale, le nombre de personnes appartenant à la classe des plus riches augmente, donnant aussi à ce groupe l'illusion d'avoir la force du nombre. Ces personnes ont d'importants réseaux et peuvent quasiment vivre en autarcie, sans se frotter au reste de la population, si bien qu'il est facile pour elles de ne plus voir que leur propre réalité. Cela peut transparaître de façon parfois consternante, comme lorsque le candidat républicain Mitt Romney, millionnaire, a fait le plus naturellement du monde une gageure de 10 000 \$ lors d'un débat télévisé, en 2012.

Au Québec, rarement un premier ministre nous aura autant donné l'impression d'appartenir à ce monde et d'être coupé de sa population que Philippe Couillard. Il a travaillé pour les richissimes princes d'Arabie saoudite et placé une partie de ses

revenus dans un paradis fiscal. Lorsqu'il a quitté la politique, en 2008, il a joint la compagnie Persistence Capital Partners, qui prétend rassembler les entrepreneurs du monde de la santé et les experts financiers. Comme on le sait, les médecins se sont grandement enrichis depuis qu'il est au pouvoir...

Une incapacité d'écouter et de comprendre

Cet isolement toujours plus grand de la classe dominante donne parfois l'impression qu'elle se trouve en état perpétuel de dissonance cognitive : ce qu'elle croit et fait ne correspond plus à la réalité et à ses impératifs. Les politiques d'austérité qu'elle met en œuvre en sont une belle démonstration. Malgré les avertissements venant de son propre camp, soit d'institutions comme le Fonds monétaire international² ou encore la Commission européenne, donnant de multiples preuves de l'inefficacité de ces politiques, la majorité des gouvernements continuent de les appliquer.

Dans ce contexte, le défi le plus grand pour celles et ceux qui luttent pour la justice sociale et la démocratie consiste à briser les liens si puissants qui unissent la classe financière et la classe politique. Certains croient que les institutions démocratiques et juridiques en elles-mêmes, bien utilisées, peuvent permettre une transformation majeure de l'intérieur et que d'importants résultats ont été obtenus dans le passé grâce à ce recours. D'autres estiment qu'il faut une plus grande mobilisation des populations à la base, dans la rue, pour forcer le changement. D'autres, enfin, en arrivent à la conclusion que le présent système s'écroule déjà de lui-même, puisqu'un régime à ce point caractérisé par les inégalités sociales et les atteintes à l'environnement ne peut se perpétuer.

Ce dernier scénario serait pourtant le pire. Non seulement à cause des souffrances considérables qu'il entraînerait, mais aussi en raison de l'immense difficulté de rebâtir ce qui aura été détruit. Un grand réveil collectif s'impose avant que cela ne se produise, une mobilisation tous azimuts, tant dans la rue que dans les enceintes du pouvoir, une sortie de la grande anesthésie dans laquelle nous sommes trop souvent plongés et sur laquelle les élites se fient pour se maintenir.

Ce qui nous ramène une fois de plus à La Boétie, qui disait, toujours dans *Discours de la servitude volontaire* : « Et pourtant ce tyran, seul, il n'est pas besoin de le combattre, ni même de s'en défendre ; il est défait de lui-même, pourvu que le pays ne consente point à la servitude. » Notre système fonctionne beaucoup selon un jeu d'essais-erreurs : pour les élites au pouvoir, il s'agit souvent de priver les populations d'un acquis, d'observer les réactions, et si elles ne sont pas trop hostiles – et même si elles le sont un peu –, d'aller de l'avant, toujours progressivement et sur plusieurs fronts à la fois. Elles aiment jouer aux apprentis-sorciers... À nous de faire en sorte qu'elles le fassent à leurs dépens. ☹

1. Gérald Fillion, « 5,8 milliards, un déficit inventé? », *Blogue Économie*, Radio-Canada, [en ligne] 4 décembre 2014.

2. Voir Éric Cornellier, « Austérité, l'échec des experts », *Le Devoir*, 8 janvier 2013.